

<http://divergences.be/spip.php?article3549>



La boussole du deuil

- Aujourd'hui - 2023 - Novembre 2023 -

Date de mise en ligne : dimanche 12 novembre 2023

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

13 Octobre 2023 Origine [/London Review of books](#)

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L285xH400/butler-redim-1c39c.jpg>

Judith Butler

Les questions qui ont le plus besoin d'être débattues publiquement, celles qui doivent être débattues de la manière la plus urgente, sont celles qui sont difficiles à débattre dans les cadres dont nous disposons aujourd'hui. Bien que l'on veuille aller droit au but, on se heurte aux limites d'un cadre qui rend presque impossible de dire ce que l'on a à dire. Je veux parler de la violence, de la violence actuelle, de l'histoire de la violence et de ses multiples formes. Mais si l'on veut documenter la violence, c'est-à-dire comprendre les bombardements massifs et les meurtres en Israël par le Hamas comme faisant partie de cette histoire, on peut être accusé de "relativiser" ou de "contextualiser". Nous devons condamner ou approuver, et c'est logique, mais est-ce tout ce qui est exigé de nous d'un point de vue éthique ? En fait, je condamne sans réserve les violences commises par le Hamas. C'est un massacre terrifiant et révoltant. C'est ma première réaction, et elle perdure. Mais il y a aussi d'autres réactions.

Presque immédiatement, les gens veulent savoir de quel "côté" vous êtes, et il est clair que la seule réponse possible à de tels massacres est une condamnation sans équivoque. Mais pourquoi pensons-nous parfois que le fait de nous demander si nous utilisons le bon langage ou si nous comprenons bien la situation historique ferait obstacle à une condamnation morale ferme ? Est-il vraiment relativiste de se demander ce que nous condamnons précisément, quelle doit être la portée de cette condamnation et comment décrire au mieux la ou les formations politiques auxquelles nous nous opposons ? Il serait étrange de s'opposer à quelque chose sans le comprendre ou sans le décrire correctement. Il serait particulièrement étrange de croire que la condamnation exige un refus de comprendre, de peur que la connaissance ne serve qu'à relativiser et à miner notre capacité de jugement. Et s'il était moralement impératif d'étendre notre condamnation à des crimes tout aussi épouvantables que ceux qui sont régulièrement mis en avant par les médias ? Où et quand commence et s'arrête notre condamnation ? N'avons-nous pas besoin d'une évaluation critique et informée de la situation pour accompagner la condamnation morale et politique, sans craindre que le fait d'être bien informé fasse de nous, aux yeux des autres, des défailants moraux complices de crimes hideux ?

Certains utilisent l'histoire de la violence israélienne dans la région pour disculper le Hamas, mais ils utilisent une forme corrompue de raisonnement moral pour atteindre cet objectif. Soyons clairs, la violence israélienne contre les Palestiniens est écrasante : bombardements incessants, assassinats de personnes de tous âges dans leurs maisons et dans les rues, tortures dans les prisons, techniques de rationnement de nourriture à Gaza et expropriation des maisons et des terres. Et cette violence, sous ses multiples formes, est exercée contre un peuple soumis aux règles de l'apartheid, à la domination coloniale et à l'apatridie. Cependant, lorsque le Comité de solidarité avec la Palestine de Harvard publie une déclaration affirmant que "le régime d'apartheid est le seul à blâmer" pour les attaques meurtrières du Hamas contre des cibles israéliennes, il commet une erreur. Il est erroné de répartir les responsabilités de cette manière, et rien ne devrait exonérer le Hamas de la responsabilité des massacres hideux qu'il a perpétrés. Dans le même temps, ce groupe et ses membres ne méritent pas d'être mis sur liste noire ou menacés. Ils ont certainement raison de rappeler l'histoire de la violence dans la région : "Des saisies systématiques de terres aux frappes aériennes de routine, des détentions arbitraires aux points de contrôle militaires, et des séparations familiales forcées aux assassinats ciblés, les Palestiniens ont été contraints de vivre dans un état de mort, à la fois lente et soudaine".

Cette description est exacte, et il faut le dire, mais cela ne signifie pas que la violence du Hamas n'est que de la violence israélienne sous un autre nom. Il est vrai que nous devrions comprendre pourquoi des groupes comme le Hamas ont gagné en puissance à la lumière des promesses non tenues d'Oslo et de "l'état de mort, à la fois lent et

soudain" qui décrit l'existence de nombreux Palestiniens vivant sous l'occupation, qu'il s'agisse de la surveillance constante et de la menace de détention administrative sans procédure régulière, ou de l'intensification du siège qui prive les habitants de Gaza de médicaments, de nourriture et d'eau. Toutefois, la référence à l'histoire du Hamas ne nous permet pas de justifier moralement ou politiquement ses actions. Si l'on nous demande de comprendre la violence palestinienne comme une continuation de la violence israélienne, comme le demande le Comité de solidarité avec la Palestine de Harvard, alors il n'y a qu'une seule source de culpabilité morale, et même si les Palestiniens ne s'approprient pas leurs actes violents. Ce n'est pas une façon de reconnaître l'autonomie de l'action palestinienne.

La nécessité de séparer la compréhension de la violence omniprésente et implacable de l'État israélien de toute justification de la violence est cruciale si nous voulons examiner les autres moyens de se débarrasser de la domination coloniale, de mettre fin aux arrestations arbitraires et à la torture dans les prisons israéliennes, et de mettre un terme au siège de Gaza, où l'eau et la nourriture sont rationnées par l'État-nation qui contrôle ses frontières. En d'autres termes, la question de savoir quel monde est encore possible pour tous les habitants de cette région dépend des moyens de mettre fin à la domination coloniale.

Le Hamas a une réponse terrifiante et épouvantable à cette question, mais il y en a beaucoup d'autres. Toutefois, s'il nous est interdit de faire référence à "l'occupation" (qui fait partie du Denkverbot (Politiquement correct) allemand contemporain)- si nous ne pouvons même pas organiser le débat sur la question de savoir si la domination militaire israélienne de la région est un apartheid racial ou un colonialisme, alors nous n'avons aucun espoir de comprendre le passé, le présent ou l'avenir. Tant de gens qui regardent le carnage par l'intermédiaire des médias se sentent désespérés. Mais l'une des raisons pour lesquelles ils sont désespérés est précisément qu'ils regardent via les médias, vivant dans le monde sensationnel et éphémère d'une indignation morale sans espoir. Une morale politique différente prend du temps, une manière patiente et courageuse d'apprendre et de nommer, afin que nous puissions accompagner la condamnation morale d'une vision morale.

Je m'oppose à la violence infligée par le Hamas et je n'ai aucun alibi à offrir. Lorsque je dis cela, j'exprime clairement une position morale et politique. Je n'ai pas d'équivoque lorsque je réfléchis à ce que cette condamnation présuppose et implique. Quiconque se joint à moi dans cette condamnation pourrait se demander si la condamnation morale doit se fonder sur une certaine compréhension de ce à quoi on s'oppose. On pourrait dire : non, je n'ai pas besoin de savoir quoi que ce soit sur la Palestine ou le Hamas pour savoir que ce qu'ils ont fait est mal et pour le condamner. Et si l'on s'en tient là, en s'appuyant sur les représentations médiatiques contemporaines, sans jamais se demander si elles sont réellement justes et utiles, si elles permettent de raconter l'histoire, alors on accepte une certaine ignorance et on fait confiance au cadre présenté. Après tout, nous sommes tous occupés et nous ne pouvons pas tous être historiens ou sociologues. C'est une façon possible de penser et de vivre, et des personnes bien intentionnées vivent de cette façon. Mais à quel prix ?

Et si notre morale et notre politique ne s'arrêtaient pas à l'acte de condamnation ? Et si nous insistions sur la question de savoir quelle forme de vie libérerait la région d'une telle violence ? Et si, en plus de condamner les crimes gratuits, nous voulions créer un avenir dans lequel la violence de ce type prendrait fin ? Il s'agit d'une aspiration normative qui va au-delà de la condamnation momentanée. Pour y parvenir, nous devons connaître l'histoire de la situation, la croissance du Hamas en tant que groupe militant dans la dégradation de la situation après les accords d'Oslo pour les habitants de Gaza à qui les promesses d'autonomie n'ont jamais été tenues, la formation d'autres groupes de Palestiniens avec d'autres tactiques et objectifs, et l'histoire du peuple palestinien et de ses aspirations à la liberté et au droit à l'autodétermination politique, à la libération de la domination coloniale et de la violence militaire et carcérale omniprésente. Nous pourrions alors participer à la lutte pour une Palestine libre dans laquelle le Hamas serait dissous ou remplacé par des groupes aspirant à une cohabitation non-violente.

Pour ceux dont la position morale se limite à la seule condamnation, la compréhension de la situation n'est pas l'objectif. Une telle indignation morale est sans doute à la fois anti-intellectuelle et présentiste. Pourtant, l'indignation

pourrait aussi pousser une personne à consulter les livres d'histoire pour découvrir comment de tels événements ont pu se produire et si les conditions pourraient changer de telle sorte qu'un avenir de violence ne soit pas tout à fait possible. La "contextualisation" ne devrait pas être considérée comme une activité moralement problématique, même s'il existe des formes de contextualisation qui peuvent être utilisées pour déplacer le blâme ou pour disculper. Peut-on distinguer ces deux formes de contextualisation ? Ce n'est pas parce que certains pensent que la contextualisation d'une violence hideuse détourne ou, pire, rationalise la violence, que nous devons capituler devant l'affirmation selon laquelle toutes les formes de contextualisation sont moralement relativisantes de cette manière.

Lorsque le Harvard Palestine Solidarity Committee affirme que "le régime d'apartheid est le seul à blâmer" pour les attaques du Hamas, il souscrit à une version inacceptable de la responsabilité morale. Il semble que pour comprendre comment un événement s'est produit, ou quel sens il a, nous devons apprendre un peu de son histoire. Cela signifie que nous devons élargir l'objectif au-delà de l'effroyable moment présent, sans nier son horreur, tout en refusant de laisser cette horreur représenter toute l'horreur qu'il y a à représenter, à connaître et à combattre. Les médias contemporains, pour la plupart, ne détaillent pas les horreurs que le peuple palestinien vit depuis des décennies sous forme de bombardements, d'attaques arbitraires, d'arrestations et d'assassinats. Si les horreurs des derniers jours revêtent une plus grande importance morale pour les médias que les horreurs des soixante-dix dernières années, alors la réponse morale du moment menace d'éclipser la compréhension des injustices radicales endurées par la Palestine occupée et les Palestiniens déplacés de force - ainsi que le désastre humanitaire et les pertes de vies humaines qui se produisent en ce moment même à Gaza.

Certaines personnes craignent à juste titre que toute mise en contexte des actes violents commis par le Hamas soit utilisée pour disculper le Hamas, ou que la mise en contexte détourne l'attention de l'horreur de ce qu'ils ont fait. Et si c'était l'horreur elle-même qui nous poussait à contextualiser ? Où commence et où finit cette horreur ? Lorsque la presse parle d'une "guerre" entre le Hamas et Israël, elle offre un cadre pour comprendre la situation. Elle a, en fait, compris la situation à l'avance. Si l'on considère que Gaza est sous occupation, ou si l'on parle de "prison à ciel ouvert", l'interprétation est différente. Cela ressemble à une description, mais la langue restreint ou facilite ce que nous pouvons dire, comment nous pouvons décrire et ce que nous pouvons savoir. Oui, la langue peut décrire, mais elle n'acquiert le pouvoir de le faire que si elle se conforme aux limites imposées à ce qui peut être dit. Si l'on décide qu'il n'est pas nécessaire de savoir combien d'enfants et d'adolescents palestiniens ont été tués en Cisjordanie et à Gaza cette année ou au cours des années d'occupation, que cette information n'est pas importante pour connaître ou évaluer les attaques contre Israël et les meurtres d'Israéliens, alors nous avons décidé que nous ne voulons pas connaître l'histoire de la violence, du deuil et de l'indignation telle qu'elle est vécue par les Palestiniens. Nous voulons seulement connaître l'histoire de la violence, du deuil et de l'indignation telle qu'elle est vécue par les Israéliens.

Une amie israélienne, qui se décrit elle-même comme "antisioniste", écrit en ligne qu'elle est terrifiée pour sa famille et ses amis, qu'elle a perdu des gens. Nous devrions être de tout cœur avec elle, comme c'est certainement le cas pour moi. C'est sans équivoque terrible. Et pourtant, n'y a-t-il pas un moment où sa propre expérience de l'horreur et de la perte de ses amis et de sa famille est imaginée comme ce qu'un Palestinien pourrait ressentir de l'autre côté, ou a ressenti après des années de bombardements, d'incarcération et de violence militaire ? Je suis également une juive qui vit un traumatisme transgénérationnel à la suite d'atrocités commises contre des personnes comme moi. Mais ces atrocités ont également été commises contre des personnes qui ne me ressemblent pas. Je n'ai pas besoin de m'identifier à tel visage ou à tel nom pour nommer l'atrocité que je vois. Ou, du moins, je m'efforce de ne pas le faire.

En fin de compte, le problème n'est pas simplement un manque d'empathie. En effet, l'empathie prend principalement forme dans un cadre qui permet l'identification, ou le transfert entre l'expérience d'autrui et la mienne. Et si le cadre dominant considère que certaines vies méritent plus d'être pleurées que d'autres, il s'ensuit qu'un ensemble de pertes est plus horrible qu'un autre ensemble de pertes. La question de savoir quelles vies méritent d'être pleurées fait partie intégrante de la question de savoir quelles vies méritent d'être valorisées. Et c'est là que le

racisme intervient de manière décisive. Si les Palestiniens sont des "animaux", comme l'affirme le ministre israélien de la défense, et si les Israéliens représentent désormais "le peuple juif", comme l'affirme Biden (en réduisant la diaspora juive à Israël, comme l'exigent les réactionnaires), alors les seules personnes qui méritent d'être pleurées, les seules qui se présentent comme pouvant être pleurées, sont les Israéliens, car la scène de la "guerre" se déroule désormais entre le peuple juif et les animaux qui cherchent à le tuer. Ce n'est certainement pas la première fois qu'un groupe de personnes cherchant à se libérer des chaînes coloniales est considéré comme un animal par le colonisateur. Mais les Israéliens sont-ils des "animaux" lorsqu'ils tuent ? Ce cadrage raciste de la violence contemporaine récapitule l'opposition coloniale entre les "civilisés" et les "animaux" qui doivent être mis en déroute ou détruits afin de préserver la "civilisation". Si nous adoptons ce cadre en déclarant notre opposition morale, nous nous trouvons impliqués dans une forme de racisme qui s'étend au-delà de l'énoncé à la structure de la vie quotidienne en Palestine. Et pour cela, une réparation radicale est certainement nécessaire

Si nous pensons que la condamnation morale doit être un acte clair, ponctuel, sans référence à un quelconque contexte ou connaissance, alors nous acceptons inévitablement les termes dans lesquels cette condamnation est faite, la scène sur laquelle les alternatives sont orchestrées. Dans le contexte le plus récent, accepter ces termes signifie rassembler les formes de racisme colonial qui font partie du problème structurel à résoudre, de l'injustice persistante à surmonter. Nous ne pouvons donc pas nous permettre de détourner le regard de l'histoire de l'injustice au nom de la certitude morale, car c'est risquer de commettre de nouvelles injustices et, à un moment ou à un autre, notre certitude vacillera sur ce terrain moins solide. Pourquoi ne pouvons-nous pas condamner des actes moralement odieux sans perdre notre pouvoir de penser, de connaître et de juger ? Il est certain que nous pouvons et devons faire les deux.

Les actes de violence dont nous sommes témoins dans les médias sont horribles. Et en ce moment d'attention médiatique accrue, la violence que nous voyons est la seule violence que nous connaissons. Je le répète : nous avons raison de déplorer cette violence et d'exprimer notre horreur. Cela fait des jours que j'ai mal au ventre. Toutes les personnes que je connais vivent dans la peur de ce que la machine militaire israélienne va faire ensuite, de savoir si la rhétorique génocidaire de Netanyahu va se matérialiser par le massacre de Palestiniens. Je me demande si nous pouvons pleurer, sans réserve, les vies perdues en Israël et celles perdues à Gaza sans nous enliser dans des débats sur le relativisme et l'équivalence. Peut-être que la portée plus large du deuil sert un idéal d'égalité plus substantiel, qui reconnaît l'égalité de la douleur des vies, et donne lieu à l'indignation que ces vies n'auraient pas dû être perdues, que les morts méritaient plus de vie et une reconnaissance égale de leur vie. Comment pouvons-nous imaginer une égalité future entre les vivants sans savoir, comme le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies l'a documenté, que les forces israéliennes et les colons ont tué près de 3 800 civils palestiniens depuis 2008 en Cisjordanie et à Gaza, avant même que les actions actuelles ne commencent. Où est le deuil du monde pour eux ? Des centaines d'enfants palestiniens sont morts depuis qu'Israël a commencé ses actions militaires de "vengeance" contre le Hamas, et beaucoup d'autres mourront dans les jours et les semaines à venir.

Il n'est pas nécessaire de menacer nos positions morales pour prendre le temps d'apprendre l'histoire de la violence coloniale et d'examiner le langage, les récits et les cadres utilisés aujourd'hui pour rapporter et expliquer - et interpréter à l'avance - ce qui se passe dans cette région. Ce type de connaissance est essentiel, mais pas dans le but de rationaliser la violence existante ou d'en autoriser d'autres. Son but est de fournir une compréhension plus juste de la situation qu'un cadrage incontesté du présent ne peut fournir à lui seul. En effet, il peut y avoir d'autres formes d'opposition morale à ajouter à celles que nous avons déjà acceptées, y compris une opposition à la violence militaire et policière qui sature la vie des Palestiniens dans la région, les privant de leur droit de pleurer, de connaître et d'exprimer leur indignation et leur solidarité, et de trouver leur propre voie vers un avenir de liberté.

Personnellement, je défends une politique de non-violence, tout en sachant qu'elle ne peut pas fonctionner comme un principe absolu à appliquer en toutes circonstances. Je soutiens que les luttes de libération qui pratiquent la non-violence contribuent à créer le monde non-violent dans lequel nous voulons tous vivre. Je déplore sans

équivoque la violence tout en souhaitant, comme tant d'autres, participer à imaginer et à lutter pour une égalité et une justice véritables dans la région, qui obligerait des groupes comme le Hamas à disparaître, l'occupation à prendre fin et de nouvelles formes de liberté politique et de justice à s'épanouir. Sans égalité et sans justice, sans la fin de la violence d'État menée par un État, Israël, qui a lui-même été fondé dans la violence, aucun avenir ne peut être imaginé, aucun avenir de paix véritable - et non pas la "paix" comme euphémisme pour la normalisation, qui signifie le maintien des structures d'inégalité, de non-droit et de racisme en place. Mais un tel avenir ne peut voir le jour si l'on n'est pas libre de nommer, de décrire et de s'opposer à toute la violence, y compris la violence de l'État israélien sous toutes ses formes, et de le faire sans craindre la censure, la criminalisation ou d'être malicieusement accusé d'antisémitisme.

Le monde que je souhaite est un monde qui s'opposerait à la normalisation de la domination coloniale et soutiendrait l'autodétermination et la liberté des Palestiniens, un monde qui réaliserait en fait les désirs les plus profonds de tous les habitants de ces terres de vivre ensemble dans la liberté, la non-violence, l'égalité et la justice. Cet espoir paraît sans doute naïf, voire impossible, à beaucoup. Pourtant, certains d'entre nous doivent s'y accrocher sauvagement, en refusant de croire que les structures qui existent aujourd'hui existeront toujours. Pour cela, nous avons besoin de nos poètes et de nos rêveurs, des fous indomptés, de ceux qui savent comment s'organiser.

Pour continuer à réfléchir après le texte de Butler mais à propos de ce texte :

[D'une prédilection d'une partie de la gauche française pour l'abjection](#)

[Le texte courageux publié par Judith Butler \[1\] au sujet de la guerre qui oppose actuellement l'organisation palestinienne du Hamas et l'État d'Israël, m'a fait penser que les intellectuels et les politiques français manquent souvent, sur ce sujet, d'une certaine probité qui prémunit celle ou celui qui la pratique de verser dans des discours froidement idéologiques.](#)